

## La préfectorale est au bout du rouleau ...

Décidément, l'administration préfectorale en place est en-dessous de tout !

Après le préfet des Deux-Sèvres qui, par ses commentaires sur la présence de gros bataillons de policiers **avant** la manifestation de Sainte-Soline, sous-entendait qu'ils étaient là pour combattre féroce<sup>ment</sup> des opposants placides auxquels se mêleraient des *black blocs* « inévitables », voilà qu'une dame, nommée Virginie AVEROUS, sous-préfet des Bouches-Rhône, en remet une couche ! A propos de la guerre des gangs qui vient de faire trois morts à Marseille, elle est sollicitée par un journaliste d'une télévision privée proche du pouvoir. Il lui demande de répondre à la remarque de Jean-Luc MELENCHON visant le ministre de l'Intérieur Gérald DARMANIN. Ce dernier accuse le premier d'être un « *pyromane* », de pratiquer « *le terrorisme intellectuel de gauche* » et de vouloir « *la révolution* » ... A quoi le premier a répliqué, en tant qu'ancien élu de la citée phocéenne, que le ministre de l'Intérieur, au lieu de faire de malséantes remarques sur un adversaire politique, ferait mieux de mettre un terme à l'hécatombe marseillaise : quatorze victimes en un trimestre, tout de même ! Madame le sous-préfet répond, *primo*, qu'elle n'est pas habilitée à traiter des propos politiques (la neutralité bien connue de l'administration ...) et, *deuzio*, que le ministre a déjà pourvu à augmenter les effectifs policiers de la ville qui seront au mieux utilisés pour mettre fin à la délinquance ... Donc, au bas mot, **trois morts de plus, dont un très jeune, pour des effectifs de police renforcés !** Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ...

Il y a donc préméditation de la castagne dans les Deux-Sèvres et paralysie assumée et symptomatique dans les Bouches-Rhône !

Les forces de l'ordre, harnachées comme pour la guerre des mondes, ou ne servent à rien, ou font du zèle excessif sous les ordres du piètre premier flic de France.

**Et les « gardiens de la paix » dans tout ça ? Ignorés, désavoués, maltraités ...**

Quand l'administration préfectorale est à ce point étrangère au bien public, le bien commun des citoyens, sous-tendu par la Laïcité de l'État et de la société, à quoi sert-elle ? Elle exerce, contrairement à ce que prévoit la Constitution, un **pouvoir discrétionnaire, c'est-à-dire antidémocratique, sur le peuple souverain**. La préfectorale est certes au bout du rouleau, mais le gouvernement, l'exécutif, est lui aussi dans sa phase finale : comment peut-il laisser dire qu'il gouverne, quand son seul objectif est de survivre ?

*Capitalismus delendus est.*